

Vertraulich

3003 Bern, Mai 1978/Zü/Me/wy

STAENDERAT

Kommission für auswärtige Angelegenheiten

PROTOKOLLder Sitzung vom 19. Mai 1978, 10.00 - 13.00 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 4TAGESORDNUNG

- 1) 78.004 s Herkunftsangaben. Vertrag mit Portugal
é Indications de provenance. Traité avec
le Portugal
- 2) 77.078 n Abkommen des Europarates. Bericht
n Conventions du Conseil de l'Europe.
Rapport
- 3) 78.003 s Europarat. Wiedereingliederungsfonds
é Conseil de l'Europe. Fonds de rééta-
blissement
- 4) Tour d'horizon
- 5) Der Neutronenbomben-Entscheid
Präsident Carters
Décision du président Carter concer-
nant la bombe à neutrons
- 6) Ergebnisse des KSZE-Folgetreffens von
Belgrad
Résultats de la conférence de Belgrade
sur la sécurité et la coopération en
Europe

TEILNEHMERPräsident: H. GunternAnwesende Mitglieder:HH. Bächtold, Bürgi, Jauslin, Reimann, Weber,
ZumbühlWeitere Teilnehmer:H. Bundesrat Aubert
HH. Botschafter Weitnauer, Cuendet, Brunner
HH. Krafft, Vallon, Renk, Nordmann, EPD
HH. Marro, Balleys, AGESekretariat: H. AebiEntschuldigt:

HH. Genoud, Masoni, Schlumpf, Reverdin

Protokoll:

Fr. Meli (f), Zürcher (d)

- 2 -

1) 78.004 s Herkunftsangaben. Vertrag mit Portugal
 é Indications de provenance. Traité avec le Portugal

M. Marro

Les indications de provenance évoquant la Suisse présentent un attrait particulier pour les industriels et commerçants étrangers qui attachent aux produits et au travail suisses une réputation de qualité. Il en résulte inévitablement des abus qui ont pour effet d'une part, de tromper les consommateurs sur l'origine véritable des produits et d'autre part, de provoquer l'avilissement de l'indication qui désignait primitivement la provenance.

Les conventions multilatérales dans le domaine des indications de provenance ne peuvent tenir compte de manière suffisante des situations et nécessités propres à chaque Etat. C'est pourquoi on a assisté au développement d'un véritable réseau d'accords bilatéraux dont les principaux avantages sont les suivants:

- leur objet n'est pas limité aux seules appellations d'origine;
- ils assurent une protection absolue des noms des Etats;
- les dénominations protégées ne peuvent être utilisées dans un autre Etat que dans les conditions prévues par la législation du pays d'origine.

La Suisse a conclu jusqu'ici 4 accords bilatéraux: avec la République fédérale d'Allemagne, l'Espagne, la France et la Tchécoslovaquie. Cette année encore vont débiter des pourparlers officiels avec la Hongrie et des premiers contacts ont été pris avec l'Iran et l'Autriche. En ce qui concerne le traité avec le Portugal, il faut relever qu'on a réussi à réserver à des produits suisses l'emploi des dénominations "Gruyère" et "Emmental". Nous dirons pour conclure que les indications de provenance contribuent dans une large mesure à la réputation des produits qui les portent. Il importe donc de faire bénéficier d'une protection efficace des indications qui font connaître et apprécier la Suisse dans le monde. Le traité avec le Portugal constitue un instrument propre à atteindre cet objectif.

H. Guntern

Meines Erachtens ist es unbefriedigend, dass der Schutz internationaler Uebereinkünfte betreffend Herkunftsangaben nicht bindend und man auf bilaterale Verträge angewiesen ist.

Weshalb ist die Zahl solcher Verträge über Herkunftsangaben so klein? Wie ist die Interessenlage der Schweiz? Wie wurde die Liste der aufgeführten Herkunftsangaben (siehe Botschaft Seite 16 ff) ermittelt?

- 3 -

M. Balleys

(A. M. Guntern): Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour étendre le plus possible ces accords bilatéraux. Cependant notre bureau a une activité considérable au niveau international et, dans ces conditions, il n'est pas aisé de négocier plusieurs accords par année. Nous avons établi la liste mentionnée ci-dessus pour des raisons de parallélisme lors des négociations avec la République fédérale d'Allemagne. A cette époque, nous avons entrepris une très large consultation des cantons et des milieux intéressés. Nous avons recommencé cet exercice lors des pourparlers avec la France et l'Espagne. Par conséquent, cette liste est assez exhaustive et nous pouvons la considérer comme une liste standard.

Eintreten auf die Vorlage ist nicht bestritten.

H. Bürgi

Gibt es in Portugal überhaupt portugiesischen Käse mit der Bezeichnung "Emmentaler" oder "Gruyère"?

M. Balleys

(A. M. Bürgi): Il n'existe pas, à notre connaissance du moins, de production de fromage "Gruyère" ou "Emmental" au Portugal. Cependant le Portugal importe des produits "Gruyère" et "Emmental" provenant d'autres pays que la Suisse. En effet, les Etats membres de la Convention de Stresa ont la possibilité d'utiliser le mot "Gruyère" ou "Emmental", avec la mention du pays de production.

Beschluss

=====

Die Kommission heisst den Bundesbeschluss betreffend den Vertrag mit Portugal über den Schutz von Herkunftsangaben, Ursprungsbezeichnungen und ähnlichen Bezeichnungen einstimmig gut und empfiehlt ihn dem Rat zur Annahme.

- 2) 77.078 n Abkommen des Europarates. Bericht.
n Conventions du Conseil de l'Europe. Rapport
-

M. Aubert

Le Rapport sur la Suisse et les Conventions du Conseil de l'Europe a jusqu'ici suscité des commentaires favorables de la part des milieux intéressés. Il répond en effet assez largement au besoin de dresser un bilan de toutes les conventions et accords du Conseil de l'Europe que notre pays n'a pas ratifiés et d'exposer les raisons pour lesquelles la Suisse peut ou non les ratifier.

- 4 -

La réponse donnée par le Conseil fédéral au postulat Reiniger commence par rappeler la nature, la portée et l'importance de ces conventions. Le Rapport dresse ensuite un bref bilan des perspectives de ratifications de 11 conventions (actuellement encore 9) jusqu'au terme de la législature en cours. En annexe au Rapport, on trouve une "Récapitulation des instruments que la Suisse n'a pas encore ratifiés" avec les raisons qui, dans chaque cas particulier, ont jusqu'ici motivé l'attitude des autorités fédérales. Les données figurant au Rapport seront remises à jour au début de chaque législature. En outre, les rapports de gestion annuels permettront de fournir un utile complément concernant chaque convention particulière. Cette manière de faire devrait permettre de garder une vue d'ensemble sur l'état de nos engagements. Les conventions visent avant tout à une harmonisation (les Etats restent libres de déterminer, selon leur propre législation, la façon dont ils appliqueront le droit "européen") et non pas à une unification du droit (traités qui contiennent des dispositions directement applicables). Au moment de clore le Rapport sur la Suisse et les Conventions du Conseil de l'Europe, 92 traités avaient été élaborés. Le 24 novembre 1977, 4 nouveaux traités (les Conventions No 93, 94, 95, 96) et en mars de cette année 4 traités supplémentaires (les Protocoles additionnels aux Conventions 97, 98, 99 et 100) ont été ouverts à la signature des Etats membres, ce qui porte actuellement à 100 le total des conventions et accords conclus dans l'enceinte strasbourgeoise. De ces 100 instruments, 72 sont entrés en vigueur.

Il apparaît pourtant que la Suisse continue de faire partie d'un groupe de pays qui n'ont ratifié qu'un nombre modeste de conventions et accords: avec 41 ratifications notre pays n'occupe que le 15^e rang par rapport aux 19 autres Etats membres. Nous ne sommes suivis que par l'Islande, Malte, la Grèce, le Portugal et l'Espagne.

Les causes générales de notre situation ressortent du Rapport. Nous continuons de subir les séquelles de notre entrée tardive au Conseil de l'Europe (6 mai 1963) puisque la moitié des conventions avaient déjà été conclues dans leur forme définitive sans que notre pays n'ait pu prendre part à leur élaboration. Cet argument commence toutefois par s'émousser et on peut dès lors s'interroger honnêtement si d'autres facteurs (insuffisance de cadres qualifiés en raison du blocage des effectifs) ou divers impératifs institutionnels (respect des structures fédéralistes) ne viennent pas aussi freiner les élans qui visent à combler les lacunes constatées.

Mon propos n'est pas de remettre en cause le bien-fondé de nos institutions ou les principes qui doivent continuer de présider à notre politique en matière de ratification. Lorsqu'on apprécie les raisons qui motivent le retard apporté à la ratification de telle ou telle convention particulière, il faut donc garder à l'esprit l'ensemble des facteurs qui conditionnent notre réalité nationale.

H. Jauslin

Angesichts dieses ausführlichen Berichtes könnte man die ketzerische Frage stellen, ob es nicht zu viel des Guten sei, ein Postulat mit einem solchen Bericht zu beantworten.

Sicherlich ist der Personalstopp mit ein Grund, weshalb viele Konventionen des Europarates von der Schweiz noch nicht ratifiziert sind. Das zu ändern, ist aber nach meiner Ansicht nicht von dringender Notwendigkeit, zumal wenn man weiss, wie stark die Kantone mit dem Vollzug der Gesetze in Verzug sind; dort schiene mir ein Aufholen dringender.

Kann der Bund auf allen Gebieten Verträge abschliessen, die dann zum integrierenden Bestandteil des Bundesrechtes werden (vgl. Bericht Seite 4)? Die Zielsetzungen des Europarates unterscheiden sich ja teilweise von unseren innerschweizerischen. Wer bestimmt die Haltung unserer Delegierten?

Gelten Konventionen nur in jenen Ländern, die sie genehmigt haben, oder treten sie in allen Staaten des Europarates in Kraft, sobald sie mindestens von drei Staaten ratifiziert sind?

Ein Abseitsstehen eines Staates von der Ratifizierung allzu vieler Konventionen kann, muss aber meines Erachtens nicht, zu einer Isolation führen (vgl. Bericht Seite 6). Innerschweizerisch haben wir ein gutes Gegenbeispiel: Kantone mit andern Rechtsvorschriften (z. B. der Kanton Appenzell-Innerrhoden, der das Frauenstimmrecht nicht kennt) werden deswegen nicht isoliert und fühlen sich auch nicht entsprechend. Für mich bedeutet dieses Abseitsstehen keinesfalls, sich möglichst mit andern Staaten solidarisieren zu müssen und möglichst viele Konventionen zu unterschreiben; vieles ist bei uns längst selbstverständlich, wenn auch in einer spezifisch schweizerischen Ausprägung, was für andere Staaten mit diesen Konventionen erstmals geregelt wird. All jene Konventionen haben meines Erachtens einen Sinn, die einen einfacheren Verkehr der Länder untereinander ermöglichen, die die Wirkung der Grenzen abbauen helfen. Ob all die sozialen Abkommen diesem Ziel dienen, wage ich zu bezweifeln.

Grundsätzlich bin ich für Kenntnisnahme dieses Berichts in zustimmendem Sinne.

H. Bächtold

Aus der Sicht der Delegation beim Europarat wird dieser Bericht als äusserst wertvoll erachtet (oft wird man angesprochen, weswegen die Schweiz so viele Konventionen nicht ratifiziert habe oder ratifizieren wolle). Ich freue mich ob der Gelegenheit zu einer Debatte über den Europarat im Ständerat. Der Informationsstand über dessen Tätigkeit ist allgemein schlecht; die Gleichsetzung mit dem Parlament in Brüssel ist gang und gäbe.

- 6 -

Allerdings entwickelt der Europarat in den letzten Jahren eine gewisse Ueberaktivität, die mich gelegentlich mit Missbehagen erfüllt. In einer Jubiläumsansprache warnte Herr Reverdin seiner Zeit davor und wünschte, die Koordination zwischen dem Brüsseler-Parlament sei zu verbessern und die Arbeit des Europarates sei auf das Wesentliche zu konzentrieren. Seine vielbeklatschten Wünsche von damals erfüllten sich in keiner Weise; der Gegensatz zwischen Aufwand und Ergebnis (vor allem bei Symposien) ist eklatant. Ich bitte Herrn Aubert, im Ministerrat daraufhinzuwirken, dass sich der Europarat wieder vermehrt auf seine eigentliche Aufgaben beschränkt.

Vor einem Jahr stiessen wir bei der Diskussion über die militärische Disziplinarbeschwerde auf das Problem der self executing treaties. Herr Schlumpf stellte damals fest, noch immer seien diesbezüglich verschiedene Probleme ungelöst und es bestehe auch beim Bundesgericht kein Konsens in dieser Frage. Was denkt Herr Aubert dazu; könnte ein Bericht diese Rechtsunsicherheit klären?

Meines Erachtens sollte die Schweiz nicht den Ehrgeiz haben, möglichst viele Konventionen zu ratifizieren, sondern sich auf jene beschränken, die bei uns praktikabel sind. Insofern scheint mir die Haltung des Bundesrates sehr klug. Mit Ueberzeugung und Freude stimme ich dem Bericht zu.

H. Bürgi

Ich sah die Liste der durch die Schweiz nicht ratifizierten Konventionen durch; nicht in allen Punkten teile ich dabei die Ansicht des Bundesrates. - Im Einzelfall gilt es wohl genau abzuwägen, ob sich die Ratifizierung einer Konvention aus innerschweizerischen Ueberlegungen aufdrängt oder nicht. Ich befürworte eine vorsichtige Haltung des Bundesrates, schon angesichts der internationalen Abkommen doch skeptisch gegenüberstehenden Oeffentlichkeit.

Verschiedene Abkommen sind von keinem Staat unterzeichnet; es besteht die Gefahr, dass sie überhaupt nie zum Tragen kommen. Die Berechtigung der Mahnung von Herrn Bächtold wegen der Ueberaktivität des Europarates scheint mir schon aus diesem Grund berechtigt.

Die Unterzeichnung einiger weiterer Konventionen hängt von der endgültigen Fassung des Rechtshilfegesetzes ab; lässt der jetzige Stand der Beratungen bereits Schlussfolgerungen bezüglich dieser Konventionen zu? Können Sie uns stichwortartig darüber informieren?

H. Guntern

Mir vermittelte seiner Zeit der Besuch der aussenpolitischen Kommission in Strassburg einen wertvollen Einblick in die Arbeit des Europarates. In diesem Sinne bräuchte wohl auch ein Besuch bei der UNO in New York einiges mehr an Verständnis für die Arbeit dieser Weltorganisation.

- 7 -

Ich teile die Ansicht, die Konventionen seien von unterschiedlicher Bedeutung und ihre Zahl vergrössere sich zu rasch. Die Ueberprüfung gestaltet sich in der Schweiz wegen des Föderalismus, des Initiativ- und Referendumsrechts sehr schwierig; die Konventionen sollten deshalb weiterhin nach qualitativen und nicht nach quantitativen Kriterien beurteilt werden.

Ich begrüsse die Absicht des Bundesrates, weitere Konventionen zu ratifizieren, obschon ich zweifle, dass ihm dies bis Ende der Legislatur mit weiteren acht gelingt.

Ich bitte Sie, vom Bericht in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen.

H. Weber

Ich bin froh, dass nicht zu jeder Konvention genauestens erläutert wurde, weshalb man sie nicht ratifiziert hat. Es steht ja jedem Parlamentarier frei, sich wegen einer bestimmten Konvention jederzeit bei der zuständigen Amtsstelle genauer zu informieren.

Das Bedürfnis zu einer Debatte über die Tätigkeit des Europarates im Ständerat besteht ohne Zweifel, nicht nur von Seiten engagierter Ratsmitglieder.

M. Aubert

(A. M. Jauslin): Nous devons accorder une certaine importance à la motion Reiniger principalement en raison du manque d'information enregistré à maintes reprises en Suisse. Nous avons un devoir justifié et impérieux d'information car les conventions, une fois ratifiées, sont incluses dans notre droit national. Nous nous trouvons donc en présence d'une activité qui a une influence extrêmement importante sur notre législation interne et dans cette optique, le Rapport du Conseil fédéral trouve son entière justification.

(A. M. Guntern): Pour une procédure de ratification les critères doivent être indiscutablement des critères qualitatifs plutôt que quantitatifs. Vous trouverez ces critères en page 6, chiffre 21 du Message: "Il conviendra d'examiner dans chaque cas si notre ratification est nécessaire ou se justifie dans la perspective de notre intérêt national, d'une coopération réelle et efficace ou même d'une solidarité bien comprise avec les autres Etats membres de l'organisation." A cet égard, on repose le problème de l'interdépendance toujours plus grande de la Suisse avec les autres Etats, interdépendance qui nous contraint à unir nos efforts avec d'autres pays. La Suisse, en tant qu'Etat membre du Conseil de l'Europe, doit contribuer de bonne foi à la réalisation des objectifs statutaires de l'organisation dont le but est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, notamment par la conclusion d'accords. Je considère que la Suisse doit examiner sérieusement la possibilité de signer et de ratifier une convention élaborée au sein du Conseil de l'Europe.

- 8 -

En conclusion, j'aimerais attirer votre attention sur quelques obstacles à la ratification d'une convention: l'incompatibilité avec le droit suisse, des impossibilités voire temporaires seulement de modifier notre législation, le caractère objectivement inopportun ou inacceptable de la nouvelle réglementation proposée, certaines considérations relevant de notre structure fédéraliste.

M. Krafft

(A. M. Jauslin): Le Conseil fédéral a brièvement résumé en page 4 du Message la situation concernant les rapports entre les traités internationaux et le droit suisse, sur un plan purement juridique. Dans ce contexte, le Conseil fédéral rappelle que la Confédération peut conclure des traités internationaux dans tous les domaines, y compris ceux qui relèvent de la compétence législative des cantons. Sur le plan politique, le Conseil fédéral et les Chambres ont toujours manifesté une très grande réserve.

Un traité qui a été ratifié par la Confédération n'est applicable en Suisse que dans la mesure où il est entré en vigueur. En règle générale, la ratification d'un traité par 3, 4 ou 5 Etats entraîne son entrée en vigueur.

(A. M. Bächtold): Le Conseil fédéral a clairement expliqué que la Convention européenne des droits de l'homme contient des règles self-executing, c'est-à-dire directement applicables. En tant que telles, elles peuvent être invoquées directement par les particuliers devant les tribunaux. Le Tribunal fédéral, pour sa part, partage également cette opinion. Actuellement une procédure de consultation concernant la Charte sociale est en cours. Le Conseil fédéral saisira probablement cette occasion pour revenir en détail sur toutes ces questions.

H. Guntern

Die Behandlung der Sozialcharta wird eine gute Gelegenheit sein, uns mit dem Problem der self executing treaties zu befassen.

H. Jauslin

Die AHV-IV-Rekurskommission ist stark überlastet und wird es noch mehr mit der zunehmenden Zahl internationaler Sozialabkommen. Müsste man nicht, statt dort mehr Leute anzustellen, die Arbeitsmethoden vereinfachen und z. B. bei den zwischenstaatlichen Sozialabkommen nach gleichen Kriterien vorgehen und Regelungen nach gleichen Gesichtspunkten aushandeln?

M. Vallon

(A. M. Jauslin): Il y a eu jusqu'à présent toute une série d'accords bilatéraux qui ont été conclus selon des critères et des modalités différentes. Actuellement des efforts sont entrepris en vue d'harmoniser ces conditions pour permettre un traitement plus expéditif

- 9 -

de toutes les requêtes en suspens. Les difficultés auxquelles vous faites allusion sont dues, en partie, à une recrudescence énorme de requêtes d'ex-travailleurs italiens. Nous pensons pourtant que cette situation n'est que passagère.

Beschluss

=====

Die Kommission beschliesst einstimmig, ihrem Rat zu empfehlen, vom Bericht über die Schweiz und die Konventionen des Europarates in zustimmendem Sinne Kenntnis zu nehmen.

3) 78.003 s Europarat. Wiedereingliederungsfonds
 é Conseil de l'Europe. Fonds de rétablissement

M. Aubert

En premier lieu il convient de ne pas trop s'attacher à la dénomination quelque peu archaïque du terme Fonds. Cette institution, créée il y a 22 ans, avait été conçue par ses fondateurs comme un outil de solidarité destiné à reclasser les réfugiés, particulièrement ceux de l'Allemagne de l'Est, dans la communauté des nations occidentales. Si l'appellation de Fonds de rétablissement lui est restée, en revanche ses tâches se sont diversifiées. Actuellement le Fonds doit malheureusement encore toujours s'occuper de réfugiés mais il soutient également par ses prêts des programmes destinés à stabiliser les populations des régions économiquement déprimées. Il permet la création de centres d'information, il empêche l'exode des populations rurales ainsi que la désertification de ces régions. Les Etats bénéficiaires se sont rendus compte du grand intérêt que le Fonds présentait pour eux. Actuellement les demandes de prêts ne pouvant être satisfaites, faute de moyens financiers, sont plus élevées que les prêts en cours. L'unique fonds de développement que connaît le Conseil de l'Europe répond donc effectivement à une pressante nécessité. L'accroissement des opérations du Fonds qui sera rendu possible par le doublement du capital est une contribution et un service que les pays méditerranéens surtout attendent de nous.

H. Guntern

Kann man von einem Sozialdarlehen sprechen, wenn man die Zinssätze auf 7 % und 6,5 % ansetzt (vgl. Botschafte Seite 5)?

M. Vallon

(A. M. Guntern): Une partie de risque est évidemment incluse dans le taux de l'intérêt. Pourtant, sur le plan européen, les taux mentionnés à la page 6 du Message se situent tout à fait dans les normes et paraissent défendables.

- 10 -

H. Weber

Wofür wird dieser Wiedereingliederungsfonds verwendet? Für die Deckung von Verlusten, für Schuldentilgung?

M. Vallon

Il ne s'agit pas de facilités financières accordées à certains pays mais d'investissements dans les buts énoncés dans le Message.

Eintreten ist nicht bestritten.

Beschluss

=====

Die Kommission beschliesst einstimmig, den Bundesbeschluss über die Erhöhung der Anteilscheine der Schweiz am Kapital des Wiedereingliederungsfonds des Europarates ihrem Rat zur Annahme zu empfehlen.

4) Tour d'horizonH. Guntern

verdankt den sehr guten schriftlichen Bericht.

H. Jauslin

Können wir über den Tour d'horizon hinaus auch andere Fragen stellen und sie beispielsweise dem Departement vor der Sitzung schriftlich einreichen? So befassten wir uns wenigstens in der Kommission etwas mehr mit aktuellen aussenpolitischen Fragen, was angesichts der kritischen Weltlage doch wohl notwendig ist. Das Interesse des Parlaments an der Aussenpolitik ist leider gering. Aussenwirtschaft wird als wesentlicher betrachtet; meines Erachtens lässt sie sich aber nicht von Aussenpolitik trennen. Mehr und mehr müssen Energiefragen parallel dazu beraten werden.

H. Guntern

Ich teile die Ansicht von Herrn Jauslin, dass wir uns mehr mit Aussenpolitik befassen müssen; es ist Aufgabe dieser Kommission, tatsächlich das Gespräch zu führen.

Zum Tour d'horizon sollten zusätzliche Fragen gestellt werden können; er soll die Diskussionsbasis über die aktuelle Aussenpolitik in unserer Kommission sein.

H. Bürgi

Aussenpolitik ist für die Schweiz insofern schwierig, weil wir bei

- 11 -

den wichtigen weltpolitischen Entscheiden abseits stehen; das erschwert unsere Stellungnahmen und unser Auftreten auf internationalem Parkett.

Wie beurteilen Sie das Ringen in Afrika um die Verkehrswege, vor allem für das Rohöl aus dem Mittleren Osten für die USA und Europa? Von einer Abriegelung der Verkehrswege würden wir in vollem Ausmass betroffen. - Die amerikanische Regierung reagierte meines Erachtens zurückhaltend; ist mit einer Aenderung der amerikanischen Afrikapolitik zu rechnen?

H. Weber

Für Aussenpolitik sind nicht die eidgenössischen Räte, sondern der Bundesrat zuständig. - Ich bedaure allerdings, dass wir nicht jeweiligen die Gelegenheit haben, uns mit schweizerischen Botschaftern in wichtigen Ländern, die in der Schweiz auf Besuch weilen, auszusprechen und zu diskutieren. Liesse sich das nicht, wenn wir z. B. ohnehin Sitzung haben, verwirklichen, d. h. dass wir kurz mit diesen Herren zusammentreffen könnten?

M. Aubert

(A. M. Jauslin): Je pense que la Commission des affaires étrangères n'est pas compétente pour traiter de tous les sujets que vous avez abordés. Nous sommes parfaitement conscients qu'il y a une interdépendance toujours plus grande entre la politique et l'économie. Nous avons toujours fait en sorte que tous les sujets soient traités en collaboration dès qu'il y a interdépendance commerce-politique. D'autre part tous les matins nous faisons un tour d'horizon sur l'actualité la plus directe. Nous suivons donc l'actualité au jour le jour. A cet égard, j'aimerais attirer votre attention sur la somme de travail que représente ces tours d'horizon. Leur auteur est M. l'ambassadeur Cuendet qui, en outre chaque semaine, nous remet, à l'usage interne, un tour d'horizon, c'est-à-dire un résumé de toutes les nouvelles. En conclusion, je voudrais rappeler le caractère confidentiel des documents qui vous ont été remis.

M. Cuendet

(A. M. Bürgi):

Je pense que l'on juge la politique du Président Carter d'une manière beaucoup trop sévère. Le Président Carter est un novice dans ces problèmes très complexes et il a dû mener simultanément une série d'opérations politiques très compliquées. Tout récemment il a obtenu deux succès remarquables: il a réussi à faire passer le traité de Panama devant le Sénat et il a obtenu l'approbation du grand traité de livraison des avions avec Israël, l'Egypte et l'Arabie-Saoudite. Ce package est lié étroitement à la solution du problème du Moyen-Orient et par son habileté le Président Carter a pu éviter

- 12 -

jusqu'à présent les conséquences de la lenteur des entretiens égypto-israéliens.

Quant à la politique africaine, je ne partagerais pas l'inquiétude de M. Bürki. En effet, cette question des voies de communications n'est vraiment actuelle qu'en temps de guerre. Dans le cas d'un conflit majeur le ravitaillement en pétrole serait plus ou moins compromis, quelle que soit la situation. La perspective que certains Etats africains dont la production minière et agricole revêt une grande importance pour l'Europe et les Etats-Unis puissent tomber entre les mains de régimes qui leur sont hostiles me semble beaucoup plus préoccupante.

Deux aspects prédominent la politique américaine en Afrique: le premier a évidemment trait à l'activité accrue de l'URSS dans les Etats relativement peu stables d'Afrique. Le deuxième aspect quant à lui est relatif à la politique même du Président Carter. Cette politique a une très grande importance pour la stabilisation de l'influence américaine en Afrique parce qu'il s'agit d'un sujet qui touche les Etats africains dans leur Selbstbewusstsein. Le Président Carter doit tenir compte, dans ses réactions à l'activité accrue de l'URSS des répercussions que les mesures qu'il prendrait pourraient avoir sur la politique en Afrique australe.

H. Guntern

Zahlt sich nicht die Haltung "Präsident Carter sei ein Neuling in Sachen Aussenpolitik - er hätte noch viel zu lernen" bei den gemässigten Regierungen Afrikas negativ aus; wird dadurch nicht die Bündnistreue der Amerikaner in Zweifel gestellt?

Bagatellisieren die Amerikaner die Verhältnisse in Afrika und die kubanische und sowjetische Präsenz dort nicht etwas zu sehr? - Der Lage in Zaire muss wohl weiterhin grösste Aufmerksamkeit geschenkt werden.

H. Jauslin

Wer bestimmt den schweizerischen Standpunkt in Sachen Aussenpolitik?

In allen Ländern haben Europäer mehr und mehr Schwierigkeiten (Enteignungen, Vertragsbrüche, etc.); nicht nur in Südafrika werden die Menschenrechte nicht eingehalten. Müsste man nicht die einseitige Berichterstattung korrigieren und eindeutigeren Positionen vertreten? In der IPU beispielsweise hat das Fehlen eines westlichen Standpunktes bereits zur Folge, dass sie zum Forum der Oststaaten und Entwicklungsländer geworden ist. Aussenpolitische Gespräche sollten im Parlament vermehrt geführt werden. Sie würden eine bessere Einflussnahme auf internationaler Ebene ermöglichen.

Könnte man nicht auf aussenpolitischem-aussenwirtschaftlichem-energiepolitischem Gebiet "Generalstabsübungen" vornehmen, um für

- 13 -

Ausnahmesituationen gewappnet zu sein und allfällige kritische Punkte erkennen und beheben zu können?

H. Bürgi

(zu H. Cuendet): Anlässlich eines kürzlich durchgeführten Management-Seminars an der Hochschule St. Gallen äusserten sich die Herren Sonnenfeldt und Iklé, Ratgeber der Nixon und Ford Administrationen, auch nach Ihrer Ansicht trete die Administration Carter in Afrika zu wenig stark auf.

H. Weitnauer

Ich begreife, dass die Afrikapolitik Amerikas bei uns Beunruhigung erweckt. Afrika wird aber alles andere als vernachlässigt. Amerikas Politik beruht auf einem Kalkül, das richtig oder falsch sein kann. Die Russen betreiben mit ihren massiven Eingriffen in Afrika Neokolonialismus, der an sich in den Entwicklungsländern verschrien ist. Die Amerikaner hoffen, Afrika werde mit der Zeit zur Ablehnung dieser russischen Politik kommen (wie z. B. Aegypten).

Die wesentlichen Entscheide der Aussenpolitik, Aussenwirtschaft und Energiepolitik, etc. werden auf Bundesratsebene getroffen. Die Koordination zwischen den Departementen ist somit gegeben. Der Bundesrat trägt in seiner Gesamtheit die Verantwortung dafür.

Je nach Materie werden die Fragen auf Bundesrats-, Generalsekretären-, Direktoren- oder Sachbearbeiterebene geführt. Die Zusammenarbeit zwischen den Departementen ist durchaus gewährleistet.

Aussenpolitik und Aussenwirtschaft lassen sich auch nach meiner Ansicht nicht trennen. Die Entscheide des einen haben Auswirkungen auf den andern Bereich. - Wie man die Verbindung auf parlamentarischer Ebene besser gewährleisten könnte, sehe ich nicht, zumal gelegentlich beide Kommissionen gemeinsam tagen.

M. Aubert

Pour établir un projet de rapport, une première consultation a lieu à tous les stades. Un texte, signé par le chef de département principalement impliqué, est envoyé à tous ses collègues qui généralement établissent des Mitberichte dans lesquels ils expriment leur opinion.

H. Guntern

Im Zusammenhang mit der Schaffung eines ständerätlichen Reglements für unsere Kommission sollten wir die Bedeutung und Stellung unserer Kommission überdenken.

5) Der Neutronenbomben-Entscheid Präsident Carters
 Décision du président Carter concernant la bombe à neutrons

H. Weitnauer

Der Entscheid Präsident Carters über die Fabrikation der Neutronenbombe war ein höchst persönlicher; er war nicht durch die weltweite Gegenkampagne der Sowjetregierung bestimmt. Damit beruhigte sich die Lage in der Nuklearpolitik; die Verwendung dieser Energie auch für friedliche Zwecke sollte auf ein Minimum beschränkt werden. Nicht sehr erfreut über diesen Entscheid waren die Mitarbeiter und Unterhändler Carters und die Bezüger amerikanischen Atommaterials.

Die Gespräche zu diesem Thema zwischen den Grossmächten werden weitergeführt; die Russen haben alles Interesse am Zustandekommen des SALT 2-Abkommens. Mit gemässigtem Optimismus kann man einen günstigen Abschluss dieser Verhandlungen erhoffen.

6) Ergebnisse des KSZE-Folgetreffens von Belgrad
 Résultats de la conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe

H. Bächtold

Die Beurteilung einer Sache hängt von den Erwartungen ab, mit der man sie angeht; wer die KSZE als Tribunal der Menschenrechte sehen wollte, griff wohl zu hoch. Meines Erachtens verdiente das KSZE-Folgetreffen sowohl von seiten des Departements wie von der Presse eine bessere, positivere Beurteilung. Das Schlusscommuniqué der Belgrader-Konferenz sagt z. B. lediglich aus, man hätte vier Monate getagt, hätte sich nicht einigen können und beabsichtige, eine weitere Konferenz in Madrid durchzuführen.

Bedenkt man die Erwartungen der Sowjets vor allem punkto Korb 2 und vergleicht man das mit dem für sie schlechten Ergebnis, so wäre eine optimistischere Beurteilung unsererseits doch angebracht.

Auch wurde die Diskussion um die Menschenrechte sowohl im Westen wie im Osten durch die Konferenzen von Helsinki und Belgrad gefördert; auch das ist doch ein Grund zu einer positiveren Beurteilung.

M. Aubert

Lors de la Conférence de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe, il y eut également des propositions suisses qui, comme vous le savez, n'ont pas eu de succès et sous le coup de la déception, M. l'ambassadeur Bindschedler a tenu quelques propos davantage de déception que de réel pessimisme. Je crois pourtant qu'il faut se

- 15 -

montrer optimiste et ceci pour plusieurs raisons. En effet, si on veut juger les résultats de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, il faut tout d'abord replacer les deux événements principaux dans leur contexte. Je parle de la signature de l'Acte final de Helsinki en 1975 et la Conférence de Belgrade qui a eu lieu deux ans plus tard. Il faut admettre que le climat politique de 1977, 1978 était considérablement détérioré par rapport à celui de 1975. Toutefois à Belgrade on a fait une découverte: on a constaté que la détente ne peut plus seulement se limiter aux domaines politique, économique et militaire. Une nouvelle dimension est intervenue: la dimension des droits de l'homme. En outre, le fait qu'un nouveau rendez-vous a été fixé à Madrid en 1980 représente un élément particulièrement positif. A cet égard, je désire également attirer votre attention sur la constitution de trois groupes d'experts dont l'un va se réunir le 31 octobre 1978 à Montreux, à la suite d'une proposition suisse. Cela signifie que le dialogue continue. J'ajouterai encore que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est le seul forum Est - Ouest où le respect des droits de l'homme figure à l'ordre du jour. En conclusion je vous rappellerai que l'Acte final de Helsinki est resté intact. Pour ma part, je préfère de loin un document final très court et peut-être décevant plutôt qu'une énumération incomplète qui aurait signifié une amputation de l'Acte final de Helsinki.

H. Guntern

Die Verurteilung von J. Orlov wurde von der ganzen Welt verurteilt; ohne KSZE wäre wohl die Sensibilisierung auf die Frage der Menschenrechte weltweit nicht so fortgeschritten.

Wie weit wird sich der Bundesrat noch dazu äussern? Könnte nicht die aussenpolitische Kommission ihr Missbehagen darüber öffentlich ausdrücken?

M. Aubert

Nous avons été tous bouleversés par cette condamnation au maximum de la peine possible. Cette affaire est un exemple classique qui deviendra académique de violation des droits de l'homme. Des répercussions de cette condamnation manifeste clairement que le monde libre et démocratique n'acceptera jamais une telle violation. A cet égard, je pense qu'il y a des condamnations qui honorent ceux qui en sont frappés. Personnellement je me prononcerais en faveur d'une déclaration gouvernementale mais il ne m'appartiendra que d'en faire la proposition à la prochaine séance du Conseil fédéral.

H. Bürgi

Von einer Verurteilung des Orlov-Urteils in unserem Communiqué sollten wir absehen. Hingegen ist es jedem einzelnen Kommissionsmitglied

überlassen, bei der Behandlung aussenpolitischer Fragen seine Meinung, die man allenfalls noch absprechen könnte, vorzubringen.

** * * * *

Als Berichterstatter wird Herr Guntern bestimmt.

Ueber die Sitzung wird ein Pressecommuniqué veröffentlicht.

Die nächste Sitzung findet am 7. September, 09.00 Uhr, statt.

Schluss der Sitzung: 13.00 Uhr

H. Guntern

M. Aubert

H. Bürki